

Introduction

Le gouvernement des langues Russes, Soviétiques et leurs héritiers face au multilinguisme

En étudiant les diverses dynamiques d'institutionnalisation des langues dans l'Empire de Russie, en URSS et dans l'espace post-soviétique, cet ouvrage entend réfléchir aux liens entre les mesures de régulation linguistique et la construction des États dans un contexte de plurilinguisme. Par ailleurs, en les inscrivant dans leur évolution historique, les articles réunis dans cet ouvrage offrent un éclairage nouveau sur le fonctionnement des Empires russe et soviétique. L'ouverture d'un espace de communication par le support d'une langue et d'un écrit standardisés constituait un des objectifs déclarés des régulateurs linguistiques. Notre ouvrage s'intéresse à cette longue période historique d'alphabétisation de masse et de tentatives de standardisation des langues en Russie et en URSS, politiques qui se firent en conjonction avec des projets dont la dimension utopique (portée par des élites nationalistes ou par les bolcheviks bientôt au pouvoir) déboucha sur un effort sans précédent de modernisation rapide de la société et de l'État.

Les interventions de l'État, notamment impérial, visant à encadrer l'usage public des langues et à mieux gouverner ainsi une population multilingue, constituent traditionnellement un objet pour le chercheur¹. Mais jusqu'à récemment la question de la régulation linguistique a souvent été réduite à sa dimension nationaliste et idéologique, au dévoilement d'intentions politiques visant l'acculturation, voire l'assimilation – par un centre – de populations entrées dans son orbite². Pourtant, dans la Russie impériale

1. Notamment concernant l'Autriche-Hongrie, Rosita RINDLER SCHJERVE (ed.), *Diglossia and Power. Language Policies and Practice in the 19th Century Habsburg Empire*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2003 ; Pieter JUDSON, *Guardians of the Nation : Activists on the Language Frontiers of Imperial Austria*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2006. Pour l'Afrique post-coloniale : David D. LAITIN, *Language Repertoires and State Construction in Africa*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1992.

2. Michel de CERTEAU, Dominique JULIA et Jacques REVEL, *Une politique de la langue : la Révolution Française et les patois : l'enquête de Grégoire*, Paris, Gallimard, 1975 ; Jean-

comme en URSS, les différentes formes d'intervention sur les langues ont impliqué un mouvement de dialogue entre l'État, les savants et les sociétés. Une multiplicité d'acteurs ont interagi, porteurs de divers projets de communautés linguistiques.

Aussi la dynamique entre le centre et le régional (ou le local) – ou entre le centre et la périphérie, selon une conceptualisation propre aux Soviétiques et à la science sociale – se révèle bien plus complexe qu'un parcours linéaire menant à la prédominance de la langue du pouvoir central. En effet, cette vision centralisatrice présume une homogénéité d'actions et de revendications, de la part d'acteurs autant au centre qu'en région, que les sources historiques contredisent. Parmi les études de cas de ce volume traversant ces périodes historiques, un thème récurrent est celui d'une division fréquente des élites politiques et intellectuelles face à l'épineuse question linguistique, mise en valeur en particulier par les trois auteurs (Alexei Miller, Mikhail Dolbilov, Aleksandr Dmitriev) qui traitent de la période impériale. Cette division donna souvent lieu à des phénomènes contradictoires, telle la reconnaissance, par l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg en 1905, de l'« ukrainien »³ comme langue distincte au moment où le ministère de l'Instruction continuait de refuser que des enfants puissent être scolarisés dans cette langue vernaculaire. Dans les Républiques de la Russie fédérée (RSFSR) des années 1950, cette tension est également illustrée par le cas des demandes de « russification par le bas », alors que les dirigeants de plusieurs Républiques s'opposaient farouchement à une politique de « russification par le haut ». Nos analyses dévoilent par ailleurs des dynamiques politiques impliquant d'autres relations que le binôme centre-périphérie. Des configurations régionales, entre les périphéries, ou encore transnationales jouèrent un rôle particulièrement important à certaines périodes et se révèlent éclairantes sur le fonctionnement de l'Empire de Russie et de l'URSS. Les auteurs soulignent ainsi l'importance des expérimentations linguistiques autorisées pour les Ruthènes (Ukrainiens) de Galicie dans l'Empire voisin des Habsbourg, lieu de refuge pour les Ukrainophiles et de constitution d'une science en ukrainien (Miller, Dmitriev). Dolbilov décrit les multiples dimensions des enjeux linguistico-confessionnels dans le cas des catholiques de Biélorussie en révolte contre l'imposition du russe en 1870-1871, qui trouve des ramifications aussi bien à Saint-Petersbourg qu'au Vatican et qui peuvent s'expliquer par l'ambition et le fanatisme d'un prêtre catholique. Les expérimentations politiques d'indigénisation des cadres et de diffusion des langues vernaculaires dans les

François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996 offre une vision plus nuancée du projet républicain d'instruction en français.

3. Les apostrophes sont utilisées dans la dénomination du parler dans les territoires devenus par la suite l'Ukraine puisque la Russie tsariste appelait cet idiome du « petit russe ».

Républiques dans les années 1920 étaient observées, commentées d'une République à l'autre, comme le montre Juliette Cadiot⁴. L'observation de ces mouvements dans leur dimension régionale et transnationale permet de mieux comprendre le fonctionnement des Empires russes et soviétiques, dont le système politique, notamment dans son volet linguistique, n'est pas réductible à une volonté de domination culturelle russophone.

Les articles réunis ici s'intéressent également à la dimension pratique et symbolique des constructions de langue(s) nationale(s) et d'empire en interrogeant les projets d'édification sociale et politique que toute tentative de régulation linguistique a pour horizon. La dimension pratique d'une politique linguistique touche à la question de la langue d'enseignement ainsi qu'à l'usage des langues dans les administrations d'État. La dimension symbolique, quant à elle, a trait à leur construction en tant qu'idiome de communication écrite, ainsi qu'à leur statut social ou officiel. Les contributions ici rassemblées se répartissent selon l'attention qu'elles portent à une des trois premières questions (les écoles, les sphères publiques, la construction des langues) – la question du statut des langues se retrouvant en filigrane dans tous les articles –, tout en étant présentées selon un découpage historique.

L'école a constitué un champ de bataille privilégié pour les projets de construction nationale, notamment lorsque la langue est devenue un critère clé d'identification nationale et sociale, comme ce fut le cas dans l'Empire de Russie à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, l'URSS a été le premier État moderne à garantir l'éducation dans la « langue maternelle », un principe qui est devenu, à l'époque contemporaine, peut-être le seul « droit des minorités » à être universellement reconnu par les organisations internationales⁵. L'application de ce principe se heurte cependant souvent à des résistances à l'intérieur même du groupe ciblé par de telles mesures – une dynamique retracée dans le chapitre de Caroline Gauthier sur la difficile implantation des écoles ukrainiennes dans la première partie des années 1920 –, ainsi qu'à la faiblesse de l'usage de certaines langues dans l'espace public, et donc à leur utilité restreinte du point de vue de la mobilité sociale.

Le discours nationaliste présente invariablement une langue non socialement dominante comme victimisée dans son développement dans les sphères publiques. En réalité cependant, seuls certains mouvements nationalistes revendiquent la prédominance de la langue nationale dans les communications formelles, alors que d'autres lui accordent un rôle plus symbolique.

4. Dans son étude sur le mouvement de latinisation des langues turques en URSS dans les années 1920, Andreas Frings souligne que Moscou s'intéressait peu à la question des alphabets et suivit le mouvement impulsé par des intellectuels azéris, Andreas FRINGS, « Playing Moscow off Against Kazan : Azerbaijan Maneuvering to Latinization in the Soviet Union », *Ab Imperio*, 4/2009, p. 249-265.

5. *The Oslo Recommendations Regarding the Linguistic Rights of National Minorities & Explanatory Note*, La Haye, The Foundation on Inter-Ethnic Relations, 1998.

Signe de ce que les politologues appellent la « dépendance de sentier », ou la longue durée des choix institutionnels, les mouvements qui ont cherché à instaurer la langue nationale comme langue pour l'ensemble de la société dans l'histoire russe-soviétique sont précisément ceux émanant de régions où l'instruction dans la langue maternelle avait déjà été initiée à l'époque impériale : Pays Baltes, Arménie, Géorgie et Ukraine (dans ses territoires de l'Ouest appartenant à l'Autriche-Hongrie). De l'Empire jusqu'à nos jours, l'Ukraine est le seul de ces projets nationaux où les élites ont constamment été divisées quant au désir d'instaurer la suprématie de la langue nationale dans l'espace public.

Pour la grande majorité des autres nationalités, plus d'une centaine d'après les ethnographes soviétiques, le rapport entre langue nationale et langue dominante est différent. Pour des raisons démographiques, et aussi leur très faible niveau de développement dans un contexte de développement de l'écrit, la transformation de certaines langues nationales en vecteurs de la mobilité sociale s'avéra utopique et le défi devint celui de donner aux locuteurs de ces langues une meilleure opportunité de maîtriser le russe, langue incontournable de l'ascension sociale. C'est cette logique qui a conduit à la diminution considérable, voire même la disparition, des écoles nationales dans les Républiques autonomes de la RSFSR – analysée méticuleusement dans les chapitres de Larissa Zakharova sur la Carélie et Xavier Le Torrivellec sur la Bachkirie – dans une dynamique émanant largement « d'en bas ». Si l'école symbolise un champ de bataille *contre* le russe dans les territoires occidentaux de la zone que nous étudions, à l'Est la bataille s'est plutôt faite *en fonction* du russe⁶. Cette préoccupation d'adaptation des techniques d'enseignement aux non-russophones, passant notamment par l'apprentissage dans les langues maternelles, pour mieux leur permettre à terme d'apprendre et maîtriser le russe se retrouve aussi dans le nouveau réseau d'écoles nationales qui a vu le jour à Moscou depuis la perestroïka, comme le montre Françoise Daucé.

Dans les projets de construction nationale cherchant à conquérir linguistiquement l'espace public, une question clé, outre la langue d'instruction, est celle de la langue de travail. Une langue parlée au travail est une langue qui devient utile et une langue utile est une langue qui sera apprise. Les bolcheviks avaient compris cette logique en mettant en place une politique d'« indigénisation » linguistique dans les années 1920, qui annonçait l'abandon du russe au profit de la langue nationale, comme langue

6. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, dans les provinces orientales de l'empire, des écoles mixtes, vernaculaires et russe, furent mises en place, notamment sous l'impulsion du missionnaire orthodoxe Dmitrij Ilminskij, KREINDLER, I, « A Neglected Source of Lenin's Nationality Policy », *Slavic Review*, vol 36-1, mars 1977, p. 86-100, GERACI, R., *Window on the East: National and Imperial Identities in Late Tsarist Russia*, Cornell University Press, Ithaca, 2001.

d'administration des organes du parti et du gouvernement dans un territoire donné⁷. Dans les territoires « orientaux », cette politique échoua malgré une décennie d'efforts, comme le montrent les chapitres de Juliette Cadiot, dans le cas du Tatarstan, parce que la portée sociale du tatar restait limitée au village et de Grégory Dufaud portant sur la Crimée⁸. Dans le cas de l'Ukraine, test par excellence de cette politique de nationalisation linguistique, tout s'est joué, comme le montre également Cadiot, autour du statut des entreprises d'affiliation pan-soviétique dans un contexte de centralisation économique à l'époque du grand bond industriel de la fin des années 1920. Ces entreprises devaient-elles recourir à l'ukrainien, langue territoriale, ou au russe, langue des ministères dont elles dépendaient ? Le centre trancha en faveur du russe et l'ukrainien perdit ainsi de son utilité sociale. En Géorgie contemporaine, par contre, objet du chapitre de Silvia Serrano, le départ des quatre cinquièmes de la population russophone depuis l'indépendance semble avoir conduit à une géorgianisation fulgurante de la langue de travail, en dépit d'une certaine survivance de pratiques informelles tolérant le russe.

La dimension pratique d'une politique des langues (langue d'instruction, langue de travail) s'accompagne d'une dimension symbolique au potentiel tout aussi conflictuel.

Le symbole premier d'une langue est sa constitution même, ses règles de syntaxe et de morphologie, ainsi que son alphabet. Bien que les langues apparaissent souvent comme « naturelles » dans la vie de tous les jours, elles sont en fait des « construits », dont les prémisses relèvent de choix politiques, plutôt que de préceptes scientifiques. Une langue, si nous reprenons ici la terminologie de Gellner, est une « haute culture », l'outil de communication d'un État moderne, érigé sur la base d'idiomes régionaux⁹.

Les projets de standardisation d'une langue par des élites nationales cherchent invariablement à la différenciation d'avec la langue la plus proche, alors que les élites parlant cette langue voisine – souvent la langue socialement dominante – cherchent à les rapprocher, voire aussi à combattre le principe même de standardisation de l'autre langue. Cette dernière est l'expression d'une « culture », mais comme le degré de distance entre deux cultures, et leur rapport réciproque, sont un facteur subjectif, la frontière séparant deux cultures devient une question éminemment politique. C'est l'histoire de

7. Les Bolchéviks ont appelé « korenizacija » – littéralement « rendre de souche », mais traduit généralement par « indigénisation » – la politique visant à assurer une certaine représentation paritaire des élites autochtones (indigènes) dans les lieux de pouvoir, ainsi que la prédominance de la langue autochtone comme langue de travail.

8. Dans leur politique, les Bolchéviks distinguèrent très nettement les nationalités « occidentales », plus avancées socio-économiquement, des « orientales », « arriérées », selon la terminologie officielle, dans leur développement.

9. GELLNER E., *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

l'ukrainien et de son « orientation » face au russe¹⁰, une question qui a conservé une remarquable acuité politique depuis un siècle, comme le montre Volodymyr Kulyk. Cette question « d'orientation » sert aussi de trame au parcours chaotique de la langue de Carélie – parfois appelée carélien, parfois finnois, selon les conjonctures politiques – analysé par Larisa Zakharova. L'alphabet peut aussi servir de symbole de distance ou de rapprochement. Le cas de la langue de la toute petite communauté juive de Boukhara, en Asie centrale, présenté par Zeev Levin, est révélateur de la politique incertaine des bolcheviks à l'égard des langues juives et de leurs écritures.

Cet ouvrage présente une lecture nouvelle de la politique des langues s'articulant autour de trois dimensions principales – langue d'instruction, langue de travail, construction des langues – à travers quatre grandes ères historiques : l'Empire russe, face à la question nationale à partir du milieu du XIX^e siècle ; l'URSS d'avant-guerre, durant la période d'expérimentation de la « politique des nationalités » ; l'URSS d'après-guerre durant la période, au demeurant peu étudiée, d'expérimentation de politiques de « russification », et le post-soviétisme en Ukraine, Russie et Géorgie.

UN EMPIRE RUSSIFICATEUR ? LES RÉGULATIONS LINGUISTIQUES DANS LES PROVINCES DE L'OUEST (1860-1917)

La question linguistique commença à devenir un enjeu dans les territoires frontaliers de l'Empire de Russie dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le russe avait, jusqu'alors, peu pénétré les marches non-russes, le polonais (en Ukraine, Biélorussie et Lituanie), l'allemand (en Lettonie et Estonie), l'arabe ou le perse (en Asie centrale) et l'arménien ou le géorgien (en Transcaucasie) constituant les langues de haute culture¹¹.

10. CADIOT J, « Russia Learns to Write. Slavistics, Politics, and the Struggle to Redefine Empire in the Early 20th Century », *Kritika*, 9-1, winter 2008, p. 135-167.

11. Les divisions administratives de la Russie impériale n'étaient pas identifiées à des nations, à l'exception du Congrès de la Pologne, un territoire ayant pour capitale Varsovie (et finalement nommé territoire de la Vistule après la révolte de 1863) et du Grand Duché de la Finlande. Les autres territoires ayant autrefois appartenus au Royaume de Pologne étaient informellement appelés les « Provinces de l'Ouest » (*zapadnyj kraj*) et rassemblaient des *gubernii* (provinces ou, plus justement, « gouvernements ») qui ont, sous les bolchéviks, été rattachés à des Républiques nommées selon leur nation « titulaire » (Ukraine et Biélorussie ; la Lituanie devint indépendante après la Révolution, avant d'être rattachée à l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale), et qui comptaient aussi d'imposantes populations juives et polonaises ainsi que, dans une moindre mesure, allemandes. Bien qu'il soit anachronique de se référer à ces territoires par leur appellation nationale subséquente, nous le ferons afin de faciliter la lecture. Le même principe s'applique pour les provinces impériales baltes (Courlande, Livonie), de Transcaucasie (*gubernii* de Tiflis, Baku et Erevan) et d'Asie centrale (Turkestan et Khiva).

Des préoccupations géopolitiques changèrent la donne et, comme l'indique Alexei Miller, conduisirent les élites impériales à craindre une menace extérieure visant les territoires de l'Ouest. Les révoltes polonaises de 1830, et surtout de 1863, poussèrent le régime à évacuer le polonais de la sphère publique dans les Provinces de l'Ouest et à élaborer un projet de russification de la paysannerie¹². La réunification de l'Allemagne en 1871, et son ascension comme grande puissance européenne, rendirent la haute culture allemande balte suspecte aux yeux du régime¹³, ce qui, contrairement à la politique envers les « petits-russes » (Ukrainiens), favorisa la scolarisation des masses lettones et estoniennes dans leurs idiomes¹⁴. À l'Est (Volga, Sibérie et Asie centrale), à l'image de la colonisation occidentale où le clivage religieux et les représentations « raciales » rendaient inimaginables l'assimilation à la culture de la métropole, les autorités impériales encouragèrent la scolarisation de la mince couche d'élites dans des vernaculaires dont la standardisation utilisait l'alphabet russe¹⁵. Le modèle français d'un État-nation assimilant linguistiquement sa périphérie, d'une France républicaine transformant ses paysans en « Français », ne s'appliquait donc pas sur l'ensemble du territoire impérial russe, à l'exception des provinces de l'Ouest, champ de bataille nationalitaire de la Russie impériale modernisatrice, et en particulier de l'Ukraine¹⁶.

L'Empire de Russie catégorisait administrativement ses sujets par le statut social (les « états ») et la religion, et ces pratiques perdurèrent jusqu'à la Révolution de février 1917¹⁷. À l'instar, cependant, des États multinationaux d'Europe centrale (Autriche-Hongrie et Allemagne), les élites impériales

12. BEAUVOIS D., *Le Noble, le Serf et le Revizor : La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1985.

13. THADEN, E. C., ed. *Russification in the Baltic Provinces and Finland, 1855-1914*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1981.

14. Dans son chapitre, Miller note qu'une dynamique semblable opéra en Lituanie, où la « dé-polonisation » favorisa l'implantation du lituanien comme langue d'instruction. Suny affirme cependant que le degré d'urbanisation des masses lituaniennes était beaucoup plus faible que dans les autres territoires baltes au moment de la Révolution, ce qui affectait la cohésion nationale du mouvement lituanien ; SUNY, R. G., *The Revenge of the Past*, Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 35-38.

15. DOWLER W., « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1915 », *Russian Review*, vol. 54, p. 516-38.

16. Sur les distinctions entre le modèle occidental de « rationalisation » (assimilation) linguistique et le modèle impérial russe de gestion des langues, LAITIN D. D., *Identity in Formation : The Russian-Speaking Population in the Near Abroad*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1998, chap. 2. Sur la francisation de la paysannerie en France, WEBER, E., *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale : 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983, dont le titre de l'original anglais *Peasants into Frenchmen* (University of California Press, 1976) rend mieux cette dynamique de construction nationale.

17. WERTH P. W., « Arbiters of the Free Conscience : Confessional Categorizations and Religious Transfer in Russia, 1905-1917 », dans D. AREL et B. RUBLE, eds., *Rebounding Identities*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2006, p. 181-207.

commencèrent graduellement, durant la seconde moitié du XIX^e siècle¹⁸, à imaginer les populations des territoires impériaux en termes de nationalité. Au congrès international de statistiques tenu à Saint-Pétersbourg en 1872, à l'initiative des hôtes russes, la langue maternelle fut même reconnue comme l'indice mesurant la « nationalité », une catégorie que certains statisticiens occidentaux se refusaient à reconnaître comme pertinente¹⁹. La « nationalisation » conceptuelle du territoire impérial eut toutefois l'effet de lier la légitimité impériale, traditionnellement dynastique et confessionnelle, à des impératifs de majorité ethnique (nationalitaire).

Et c'est justement la prise de conscience statistique progressive que les Russes étaient en fait minoritaires en leur Empire qui déclencha une grande anxiété dans les provinces de l'Ouest. Elle renforça l'affirmation d'une unité entre ce que la hiérarchie officielle appela désormais les Grands-Russes (Russes), les Petits-Russes (Ukrainiens) et les Russes-Blancs (Biélorusses), maintenant perçus comme composantes d'un seul et même peuple. Dans cet ouvrage, trois auteurs (Alexei Miller, Mikhail Dolbilov, Aleksandr Dmitriev) se concentrent sur les batailles linguistiques qui firent rage dans les confins occidentaux, lesquels, jusqu'aux révoltes polonaises, étaient encore très largement sous l'influence sociale et culturelle de la noblesse polonaise²⁰. Après les révoltes, leur arrimage à l'Empire russe fut considéré comme relevant d'une lutte entre la polonité et la russité²¹. Une redéfinition de la nation russe, en termes de communauté culturelle et linguistique, émergea, notamment autour des écrits de Mihajl Katkov, tels que documentés par Dolbilov.

En 1906, la langue russe fut reconnue comme langue d'État. Néanmoins, comme en témoignent les formulaires d'état civil et le recours à des traducteurs dans les cours de justice, les langues vernaculaires restaient essentielles dans de nombreuses régions²². En parallèle, alors qu'un fort mouve-

18. CADIOT J., *Le laboratoire impérial : Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2007. Pour un ouvrage général sur l'empire et ses nationalités, KAPPELER A., *La Russie, Empire multiethnique*, Paris, Institut d'Études Slaves, 1994.

19. LABBÉ, M., « Le projet d'une statistique des nationalités discuté dans les sessions du Congrès international de statistique (1853-1876) », dans Hervé Le Bras, ed., *Démographie et politique*, Dijon : Presses Universitaires de Dijon, 1997, pp. 127-142.

20. BEAUVOIS D., *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine : 1793-1830*, Paris, CNRS Éditions, 2003.

21. WEEKS T. R., *Nation and State in Late Imperial Russia : Nationalism and Russification on the Western Frontier, 1863-1914*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1996.

22. Au moment de la campagne électorale de 1906 pour le premier parlement représentatif (Douma), des dispositifs permettaient de remplir les bulletins et de faire des déclarations dans les langues vernaculaires. La traduction en russe était pourtant exigée, témoignant autant de la nécessité pratique de contrôle des discours et du comptage des voix, que de la reconnaissance symbolique du russe comme langue dominante. Tout député devait en outre connaître le russe.

ment social en faveur de l’alphabétisation de masse – en partie relayé par l’État – portait ses premiers fruits, une partie des couches intellectuelles issues des régions non russes et mises au service d’une revendication nationale, tentaient de développer ses langues vernaculaires dans les belles lettres, par la rédaction de dictionnaires et le développement d’une presse active²³.

Les chapitres de Miller, Dolbilov et Dmitriev témoignent du renouvellement de l’historiographie sur le mode de fonctionnement de l’Empire russe. Miller présente les mesures de régulation concernant les alphabets (le régime empêcha par exemple la diffusion d’un projet d’alphabet latin en Ukraine) et sur la censure (notamment de l’ukrainien en 1863 et 1876) des différentes langues dans les provinces de l’Ouest durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Remettant en cause l’idée d’une intentionnalité politique claire, il restitue une série de contingences capables d’expliquer les processus de décision mettant en jeu les intellectuels – faiseurs d’opinion de Saint-Petersbourg – l’administration centrale et les bureaucrates locaux. Ainsi la célèbre circulaire de Valuev en 1863, bannissant l’enseignement et l’imprimerie en « petit-russe », fut en fait précédée d’un long débat en interne, opposant entre autres le ministre de l’Instruction, défavorable à une telle mesure, et le ministre de l’Intérieur, Valuev, lui-même hésitant, mais finalement cédant aux pressions d’une opinion publique pour la première fois mobilisée sur une question linguistique²⁴.

Les dirigeants impériaux s’entendaient sur le fond : les Petits-Russes, les futurs Ukrainiens, n’étaient pas perçus comme ayant une existence propre, mais comme un groupe soumis à la manipulation extérieure des partisans d’un projet d’État (la Pologne) poursuivant ses ambitions géopolitiques. Les particularités de l’identité petite-russe s’expliquaient par une ingérence polonaise historique qui se devait d’être combattue. L’enjeu était ainsi de rétablir l’orientation authentiquement pro-russe des Petits-Russes²⁵. Mais il y avait toutefois désaccord sur les mesures à prendre, parfois au centre, parfois parmi les élites locales, entre les partisans de l’assimilation à la française et ceux qui

23. Dans le cas de l’Ukraine, le projet de construction linguistique connut son envol dans la province de Galicie, rattachée à l’Empire austro-hongrois.

24. Pour une étude récente sur la circulaire Valuev, REMY J., « The Valuev Circular and Censorship of Ukrainian Publications in the Russian Empire (1863-1876): Intention and Practice », *Canadian Slavonic Papers*, vol. 44, 2007, p. 87-110. Quant à l’édit non moins notoire d’Ems en 1876, réitérant cette proscription du petit-russe, une version plus modérée fut remplacée à la dernière minute à la suite d’une rencontre fortuite d’un partisan de la ligne dure avec le Tsar.

25. Cette inclination de refuser aux Ukrainiens une autonomie d’action face aux Polonais est restée tenace, comme en témoigne l’attribution par Staline, en 1932, du « sabotage » des récoltes de grain lors de la collectivisation en Ukraine au travail d’espionnage de la Pologne ; MARTIN T., *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 298.

étaient plus enclins à suivre le modèle britannique, alliant particularismes régionaux et loyauté à l'Empire²⁶.

Dolbilov, quant à lui, illustre par l'exemple et le récit certaines théorisations de Miller. En s'intéressant au projet d'introduction du russe dans l'office catholique pour le service religieux supplémentaire – normalement prononcé en polonais – et à son échec consécutif aux fortes résistances qu'il rencontra dans la population « biélorusse », il nous fait entrer dans les mentalités aussi bien des administrateurs russes que des administrés, paroissiens catholiques parlant le « russe blanc », mais soucieux de préserver, outre le latin, une partie de l'office en polonais. Le polonais ayant déjà été écarté de l'administration publique, les fonctionnaires russes cherchaient à s'en prendre à son dernier réduit symbolique, l'église catholique. Les paroissiens, cependant, n'y voyaient qu'une tentative déguisée de conversion à l'orthodoxie. Dolbilov ne les montre pas seulement incapables de comprendre le projet katkovien de définition de la russité par une langue « russe » supra-confessionnelle, mais il relève la faiblesse de la manière forte, utilisée par un prêtre catholique local, Ferdinand Senčikovskij, notamment au regard de l'influence du Vatican, qui dénonça cette politique en 1877, et aux craintes d'une agitation polonaise à la suite du déclenchement d'une guerre contre l'Empire ottoman. L'étude de Dolbilov présente un cas probant d'échec de russification linguistique en plein cœur des Provinces contestées de l'Ouest.

Aleksandr Dmitriev, dans son article sur le projet de constitution d'une langue ukrainienne scientifique, parallèlement à celui de créer des établissements supérieurs en langue ukrainienne, traite d'une période allant de la quasi interdiction de l'ukrainien dans la sphère publique à son accès au statut de langue d'État à la faveur de la révolution de 1917, de la période d'indépendance et de la politique soviétique des nationalités. Suivant la vision de Miller d'un appareil impérial assez divisé sur la question nationale, il identifie des espaces institutionnels où, en dépit de la proscription officielle de l'ukrainien (petit-russe), des acteurs ukrainophiles ont su développer les bases d'une historiographie prônant l'autonomie du développement historique ukrainien face au développement historique russe (Antonovyč, Hruševs'kij) et d'une standardisation de la langue ukrainienne (Kuliš, Hrynčenko).²⁷ Les réseaux des universités et de l'Académie des sciences, ainsi que les Commissions

26. SEMYONOV, A., « The Real and Live ethnographic Map of Russia: the Russian Empire in the Mirror of the State Duma », dans Ilya GERASIMOV, Jan KUSBER, Alexander SEMYONOV, *Empire Speaks Out: Languages of Rationalization and Self-Description in the Russian Empire*, Brill Academic Publishers, Leiden, 2009, p. 191-228.

27. Sur le projet avorté d'une russification de la « Petite Russie » : ANDRIEWSKY O., « The Russian-Ukrainian Discourse and the Failure of the « Little Russian Solution », 1782-1917 », dans A. KAPPELER, Z. E. KOHUT, F. SYSYN et M. VON HAGEN, eds., *Culture, Nation, and Identity: The Ukrainian-Russian Encounter, 1600-1945*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2003, p. 182-214.

archéologiques et Sociétés historiques impériales, ont fourni le cadre nécessaire aux travaux de proto-Ukrainiens, ce qui eut pour effet de neutraliser, à moyen terme, le projet impérial d'étendre la « russité » à tous les slaves non-polonais des provinces de l'Ouest.

Encore une fois, la dimension proprement géopolitique de la question ukrainienne à la fin du XIX^e siècle est mise en avant. La publication en ukrainien ayant été en partie interdite dans l'Empire de Russie jusqu'en 1905, ce fut en Galicie habsbourgeoise que les premiers projets de développement d'une institution revendiquant le statut d'une Académie des sciences ukrainiennes, la Société scientifique Ševčenko, vit le jour. Les publications de la Société permirent la diffusion d'une langue de haute culture ukrainienne convenant au discours scientifique, une langue dont la standardisation sera ultimement adaptée – mais non sans controverse – aux parlers d'Ukraine centrale à la fin des années 20, comme le relate le chapitre de Volodymyr Kulyk dans la dernière partie du volume. Le projet de construction nationale ukrainienne divisait les élites locales. Hruševs'kij trouvait prématuré l'établissement d'une Académie des sciences de l'Ukraine à Kiev en 1918, parce que la production scientifique de langue russe en Ukraine restait considérable. Vernadskij, président de l'Académie, ne partageait pas la vision « ethnocentriste » de la science ukrainienne. Dmitriev observe qu'un ukrainophile comme Hruševs'kij préférerait courir le risque de « provincialisation », se privant des acquis de la science conduite en russe sur le territoire ukrainien, pour mener à terme le projet national ukrainien. À l'ère de la *korenizacija* soviétique, les Ukrainiens, comme nous l'avons dit, constitueront le fer de lance du projet d'accaparement par la langue nationale des sphères de la haute culture, incluant la culture scientifique, mais ils garderont néanmoins une ambivalence quant à l'exclusivité de cette sphère ukrainienne face au russe.

L'ÉGALITÉ DES LANGUES À LA SOVIÉTIQUE : LA POLITIQUE DES NATIONALITÉS AVANT LA GUERRE

Les épisodes d'indépendance et la mise en place du régime soviétique changèrent radicalement les régulations sur les langues. La nationalité, qui commençait à s'imposer comme catégorie sociale dans les dernières décennies du régime impérial, mais sans acquérir de statut officiel, devint le critère sur lequel la majorité des divisions administratives de l'État soviétique furent établies²⁸. Cette politique pro-nationalitaire suscitait des méfiances auprès

28. PIPES R., *The Formation of the Soviet Union: Communism and Nationalism 1917-1923*, Cambridge, Harvard University Press, 1997 [1954]; SMITH J., *The Bolsheviks and the National Question, 1917-1923*, New York: St. Martin's Press, 1999.

d'un grand nombre de bolcheviks pour qui les revendications nationales n'étaient qu'une tactique bourgeoise pour éloigner les masses de leurs intérêts véritables. Mais Lénine, avec l'appui de Staline, son expert sur la question nationale, parvint à imposer sa vision d'un État construit sur la reconnaissance des nationalités²⁹.

Cette évolution dans la pensée de Lénine qui, avant la Révolution, pourfendait les demandes d'autonomie nationale, s'explique en partie par des considérations tactiques. La guerre civile de 1918-1921 avait donné lieu à des mobilisations nationales impressionnantes en périphérie et l'attrait du bolchévisme restait cantonné aux centres urbains, rendant nécessaire une alliance avec les élites nationales. Mais l'impulsion principale semblait être de nature psychologique. Lénine était convaincu que le nationalisme, soit la revendication de demandes nationales opposées aux intérêts de la classe ouvrière, était une réaction contre le mépris du groupe national dominant (les Grands-Russes) envers les minorités nationales. L'essentiel, pour Lénine, était de créer les conditions favorisant une égalité complète entre les nations – entre les Russes et toutes les nationalités – afin de « désarmer » le nationalisme et ainsi dépolitiser la question nationale³⁰.

Puisque les bolcheviks considéraient la langue comme le marqueur indispensable de l'identité nationale, l'égalité entre les nations signifiait l'égalité entre les langues. Ce principe d'égalité des langues fut reconnu au XII^e congrès du parti communiste de l'Union soviétique (VKP[b]) de 1923, mais sa mise en application suscita rapidement des conflits. Si les langues étaient égales, elles devaient l'être quant à leur usage dans les sphères publiques. Cela nécessitait d'abord une délimitation des territoires nationaux selon le critère de la langue maternelle, qui conduisit à de nombreux contentieux quant à la fiabilité des statistiques sur les langues et sur la relation parfois obscure entre affiliation nationale et langue parlée.³¹ Et, dans un deuxième

29. CONNOR W., *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1984.

30. MARTIN T., *The Affirmative Action Empire*, p. 3.

31. Les disputes territoriales les plus intenses opposèrent l'Ukraine à la Russie et les républiques limitrophes à la vallée de la Ferghana – Ouzbékistan, Kirghizie et Tadjikistan – entre elles. MARTIN, *op. cit.*, p. 278-282, explique comment les revendications ukrainiennes semèrent les premières germes d'un doute quant au « nationalisme » des dirigeants ukrainiens. HIRSCH, F., *Empire of Nations, Ethnographic knowledge and the Making of Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press, 2005, chap. 4, démontre la rapidité avec laquelle les acteurs locaux qui, quelques années auparavant, restaient étrangers à la conception même de « nationalité » ethnique, adoptèrent le paradigme nationalitaire dans leur revendication au centre au sujet de territoires censés appartenir à « leur » nationalité. HAUGEN, A., *The Establishment of National Republics in Central Asia*, New York : Palgrave Macmillan, 2003. Voir aussi SCHWARTZ L., « Regional Population Redistribution and National Homelands in the USSR », dans H. HUTTENBACH, ed., *Soviet Nationality Policies: Ruling Ethnic Groups in the USSR*, London :

temps, un aménagement des langues nationales comme langues de gouvernement dans ces territoires nationaux (Républiques de l'Union, Républiques autonomes et districts nationaux).

Les non-russophones étaient massivement concentrés en zone rurale et la politique voulant que le pouvoir s'adresse à la paysannerie dans sa langue nationale se mit en place naturellement. Comme l'écrit Juliette Cadiot, « À tous les niveaux, le consensus s'établit sur le fait que la petite administration devait parler la langue des alentours ». Dans la très grande majorité des territoires nationaux, l'usage de la langue nationale par l'administration et le parti se cantonna dans la ruralité et les tentatives d'étendre son emprise aux institutions urbaines se soldèrent par un échec. Dans le cas de la Crimée, rapporte Grégory Dufaud, les efforts pour construire un bilinguisme (russe/tatar) furent progressivement sapés par le manque de personnel qualifié et la résistance des administrations. Les administrations en campagne (soviets ruraux) manquaient cruellement de moyens pour assurer une documentation en tatar. La latinisation du tatar en 1929 rendit la tâche d'un passage vers une administration bilingue russo-tatare encore plus ardue, aussi le russe continua-t-il de servir de langue de communication administrative par défaut, et ceci mécaniquement, même dans les districts à majorité tatare.

C'est néanmoins dans le cas de l'ukrainien, du biélorusse, du géorgien, de l'arménien et de l'ensemble turco-tatar (Azerbaïdjan, Tatarstan...) que l'on assiste à une tentative véritable d'implanter la langue nationale dans les institutions urbaines. Une première question concerne la langue de communication entre une République et Moscou. Les cinq langues citées plus haut sont justement celles qui sont mises à égalité avec le russe dans la constitution fédérale de 1924 pour la traduction des décisions et arrêtés du gouvernement central³². Mais, comme l'explique Juliette Cadiot, l'inefficacité d'un système axé sur la traduction incite Moscou à demander que la documentation s'écrive en russe, en dépit des protestations ukrainiennes et géorgiennes, sans toutefois proclamer officiellement un statut supérieur pour le russe. Pour les pétitions individuelles envoyées au gouvernement central, cependant, la traduction sera maintenue, après intervention de Staline, au moins jusqu'aux années d'après-guerre³³.

Mansell, p. 121-161, pour une analyse du découpage territorial selon le critère, assez constant, de la nationalité.

32. À partir de 1938, ces documents sont édités dans les langues de toutes les Républiques de l'Union et en langues de trois Républiques autonomes : tatare, bachkire et koumyk (république de Daghestan). Leur publication dans les langues des Républiques autonomes cesse cependant en 1955.

33. Formellement, les citoyens de l'URSS gardaient leur droit de s'adresser au pouvoir central dans leurs langues vernaculaires. Ainsi, de 1950 à 1965, le service de publication et de traduction du Soviet Suprême a traduit 281 213 lettres vers le russe ; Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), f. 7523, op. 83, d. 211, l. 2, 17.

Dans un pays aussi multilingue que l'URSS, où 150 langues furent reconnues lors du recensement de 1926, le sort des langues nationales comme langues d'administration se joua essentiellement à l'intérieur des administrations internes aux Républiques. La hiérarchie des langues suivait celle des unités administratives nationales, pourvues de lois listant les langues reconnues en leur sein. Le principe était ici que les organes gouvernementaux et du parti, les entreprises et les institutions devaient communiquer entre elles dans la langue nationale, plutôt qu'en russe, forçant bureaucrates et personnel du parti à travailler dans cette langue. Mais, comme nous l'avons vu plus haut, la reconnaissance d'un fonctionnement de l'État dans les langues nationales se heurta progressivement aux logiques de rationalisation, de contrôle et de centralisation de l'État. Les Républiques nationales furent confrontées progressivement à la pénétration de filiales d'entreprises économiques pan-soviétiques dans leurs territoires et aux impératifs de contrôle de Moscou. Juliette Cadiot décrit comment le centre trancha discrètement en faveur du russe, tout en se gardant d'imposer formellement le russe comme langue d'État aux Républiques. C'est que la politique linguistique n'était pas aussi prioritaire aux yeux du régime que la politique économique³⁴. Si le châtimeur pour non-conformité alléguée à des directives économiques pouvait être très sévère, allant jusqu'à la mort dans les années 1930, les punitions pour refus de travailler dans la langue nationale étaient généralement bénignes³⁵. Dans ces conditions, l'égalité des langues dans les officines du pouvoir est demeurée illusoire.

Au niveau de l'emploi et de l'enseignement, toutefois, l'égalité des langues a eu des conséquences considérables. Des mesures de politique de discrimination positive (*affirmative action*), pour reprendre le terme de l'historien Terry Martin, engageaient le nouvel État à embaucher des non-russophones dans son administration. Cette politique survécut à toutes les purges et velléités de russification et constitua le point d'ancrage de la politique des nationalités jusqu'à la fin de l'URSS³⁶. Son rapport avec la langue était toutefois indirect : les gens étaient embauchés selon leur nationalité qui,

34. MARTIN, *op. cit.*, p. 21-22, explique le régime distinguait les politiques «dures» (*hard-line*) des politiques «douces» (*soft-line*). Les politiques dures avaient trait aux questions économiques – industrialisation et collectivisation – alors que la politique des nationalités était considérée comme «douce», c'est-à-dire moins prioritaire. Les partisans de la ligne dure tendaient à se retrouver dans les organes du parti, alors que les organes gouvernementaux, à l'exception des ministères économiques, étaient plus favorables à la politique des nationalités.

35. J. Cadiot cite un décret du Politburo, en 1928, renversant une décision du gouvernement ukrainien de permettre le licenciement des employés pour cause de méconnaissance de l'ukrainien.

36. ROEDER P., «Soviet Federalism and Ethnic Mobilization», *World Politics*, vol. 43, p. 196-232.

elle-même, était déterminée par la langue maternelle, sauf que la langue de travail, à l'exception des zones rurales et de certaines institutions culturelles, demeurait largement le russe. Les nations, conçues comme groupes ethno-linguistiques, étaient donc égales entre elles par l'accès de leurs membres à des postes influents, mais ces derniers devaient utiliser le russe, surtout en zone urbaine.

En fin de compte, c'est au niveau de l'école que l'égalité linguistique s'est le mieux réalisée. Les bolcheviks avaient énoncé le principe que l'enseignement élémentaire se ferait dans la langue maternelle. Ce principe fut dans l'ensemble respecté jusqu'aux années d'après-guerre, mais sa mise en œuvre s'avéra délicate. Dans le cas de l'ukrainien et du biélorusse, le passage à l'enseignement dans la langue nationale, en complète rupture avec les politiques tsaristes, posait un sérieux problème d'effectifs. Dans son article sur le développement d'un enseignement primaire en Ukraine et en Biélorussie dans les années 1920, Caroline Gauthier décrit les contradictions entre la tendance à homogénéiser le cursus scolaire dans son contenu et la volonté de promouvoir les langues locales, ainsi qu'entre l'appel à tout personnel qualifié pour enseigner en ukrainien et biélorusse et le problème de l'engagement et de la loyauté politique des cadres.

Les préoccupations au sujet des langues d'enseignement des autorités républicaines ne correspondent pas aux visées des administrateurs locaux, soucieux surtout de garantir le profil politique des enseignants. Ce souci prend le dessus sur les préoccupations linguistiques. L'attention aux processus tant locaux que républicains dans ce chapitre témoigne aussi d'une grande variabilité régionale³⁷. Contrairement à la langue de travail, la priorité ultime accordée à la loyauté politique des cadres ne signifia pas la russification des écoles. Le décret de 1938 qui imposa l'apprentissage obligatoire du russe comme langue seconde dans les écoles nationales, fut moins remarquable parce qu'il rompait avec le discours égalitaire des années 1920 – en reconnaissant au russe une place éminente – que parce qu'il affirmait à nouveau l'objectif de développement des écoles nationales, fonctionnant en langues nationales³⁸.

À plusieurs égards, l'institutionnalisation des langues au début de l'URSS fut une entreprise illusoire. Les très nombreuses langues de l'URSS étaient loin d'avoir toutes les mêmes niveaux de normalisation et de standar-

37. Sur les tensions entre le centre et les localités au sujet de l'ukrainisation des écoles, voir également PAULY M., « Tending to the 'Native Word': Teachers and the Soviet Campaign for Ukrainian-Language Schooling, 1923-1930 », *Nationalities Papers*, vol. 37, 2009, p. 251-276.

38. BLITSTEIN P. A., « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet Non-Russian School, 1938-1953, » dans R. G. SUNY et T. MARTIN, eds., *A State of Nations. Empire and Nation-Making in the Age of Stalin*, Oxford, Oxford University Press, p. 253-274.

disation linguistique. Les efforts des linguistes soviétiques pour les pourvoir en écriture et les décisions de changement d'alphabets (par exemple de l'arabe au latin, au tournant de années 1930, puis au cyrillique, dans la seconde partie des années 1930) fragilisèrent profondément les projets de promotion des langues non-russophones³⁹.

Le cas de la langue juive de Boukhara, en Asie centrale, constitue un exemple extrême des effets de la standardisation des langues dans les années 1920. Dans son chapitre, Zeev Levin décrit comment cette langue utilisée par la population autochtone juive d'Asie centrale et proche du tadjik, fut constituée par un groupe d'intellectuels, mais aussi grâce à l'influence de linguistes venus de Moscou. Puisque l'idéologie bolchévique associait langue et nationalité, la question était de savoir si le vernaculaire des Juifs de Boukhara était vraiment une langue, et donc si ces derniers formaient une nationalité distincte. Deux positions s'affrontèrent dans les débats : d'une part, l'argument que la distance entre le tadjik et l'idiome juif boukhariote est suffisamment grande pour justifier la reconnaissance d'une « langue » juive ; de l'autre, celui faisant du juif boukhariote un simple dialecte du tadjik.

Les Juifs de Boukhara considéraient quant à eux l'hébreu comme leur langue propre, mais sans toutefois l'utiliser en dehors de la synagogue. Puisque les bolcheviks excluaient qu'un marqueur religieux puisse identifier une nationalité, l'hébreu fut écarté et un projet de construction d'une langue juive boukhariote, incessamment modifié, fut lancé, avant que la décision de Staline de « consolider » le nombre de nationalités en le ramenant à moins d'une centaine ne conduise à la décision, en 1938, de considérer les Juifs de Boukhara comme un sous-groupe de la nationalité tadjike, et donc leur vernaculaire comme un dialecte⁴⁰.

L'intérêt du chapitre de Levin est de démontrer qu'avant même que le régime ne change soudainement d'avis sur le statut de la langue juive boukhariote, sa latinisation et sa soviétisation l'avait déjà vidé de sa substance culturelle distincte. La langue juive changea d'alphabet à plusieurs reprises et dans un temps très court, comme la grande majorité des langues de l'époque, pour passer aux caractères latins. Mais la rupture avec la tradition religieuse se reflétait aussi dans le contenu de la langue, où une multitude de mots à

39. Sur les projets de standardisation des langues soviétiques : SMITH M. G., *Language and Power in the Creation of the USSR, 1917-1953*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1998 ; ALPATOV V. M., *150 iazykov i politika, 1917-2000 : sociolingvističeskie problemy SSSR i postsovetskogo prostranstva*, 2nd ed., Moscou, Institut vostokovedenija RAN, 2000 ; et MARTIN, *The Affirmative Action Empire, Ch. 5 : « The Latinization Campaign and the Symbolic Politics of National Identity »*.

40. Le nombre de nationalités reconnues passa abruptement de 188 à 109 au recensement de 1937 ; BLUM A. et C. GOUSSEFF, « Les nationalités dans les recensements russes et soviétiques », dans J.-L. RALLU, Y. COURBAGE et V. PICHÉ, eds., *Anciennes et nouvelles minorités*, Paris, INED, p. 49-72.

connotation socialiste remplacèrent ceux évoquant des structures sociales périmées par la Révolution. Le résultat fut de rapprocher la langue juive du russe et de déprécier son utilité sociale. L'intention n'était pas d'orienter les Juifs vers la culture russe – comme dans le cas des projets de russité dans les Provinces de l'Ouest, ukrainiens et biélorusses – mais de les orienter vers le socialisme, et le vocabulaire du socialisme provenait du russe. La standardisation des langues pouvait être sapée de l'intérieur par les objectifs socio-économiques du régime. La même observation s'applique aussi au russe soumis à des bouleversements inédits. Un mouvement de simplification du russe fut entrepris, en partie en liaison avec la dimension impériale, pan-étatique de la langue dominante en URSS⁴¹.

BILINGUISME ET RUSSIFICATION : LA POLITIQUE DES NATIONALITÉS APRÈS LA GUERRE

En 1938, le régime s'était préoccupé de l'unification linguistique des Soviétiques dans la crainte d'une guerre prochaine, nécessitant une conscription générale. En juin 1940, il s'avéra que des cohortes entières de non-russes ne comprenaient pas le russe – dans des proportions pouvant atteindre régionalement jusqu'à 80 %, tel que le rapporte JulietteCadiot – ni a fortiori ne le parlaient.

À partir des années 1940-1950, il est possible de parler pour l'URSS d'une vraie diffusion du russe sur l'ensemble du territoire. Néanmoins, comme le prouve la lecture des archives, les avancées en termes de diffusion écrite des langues nationales des années 1920 eurent un réel impact, langue russe et langues nationales coexistant en parallèle dans les institutions des Républiques. L'enjeu prédominant restait celui des langues d'enseignement. Comme mentionné plus haut, la loi de 1938 avait imposé l'enseignement du russe comme langue seconde dans toutes les écoles nationales, mais le principe que l'instruction principale devait se faire dans la langue maternelle des écoliers restait en place. Ainsi, en Ukraine, la presque totalité (97 %) des élèves de langue maternelle ukrainienne étaient inscrits dans des écoles ukrainiennes en 1951⁴². Le même phénomène s'observait dans les Républiques

41. GORHAM M S, *Speaking in Soviet Tongues: Language Culture and the Politics of Voice in Revolutionary Russia*, Dekalb : Northern Illinois University Press, 2003. En 1931, par exemple, des demandes de simplification de la langue juridique russe furent exprimées, non seulement dans le but de la rendre plus compréhensible aux masses, mais aussi afin de permettre une traduction aisée des textes de lois dans les différentes langues des républiques, cf. CADIOT, J, « Russia Learns to Write », *op. cit.*

42. AREL D., « Language and the Politics of Ethnicity: The Case of Ukraine, » thèse doctorale, University of Illinois at Urbana-Champaign, 1993, p. 150. Cela ne signifiait

autonomes de la RSFSR où, comme l'indique Xavier Le Torrivellec dans son chapitre, il existait une forte corrélation entre composition ethnique et langue d'instruction.

Ce principe fut officiellement aboli par l'article (« thèse ») 19 d'une résolution, du Comité central du parti en 1958, reprise par la suite dans des lois adoptées dans toutes les Républiques de l'Union et de la RSFSR en 1959⁴³. La réforme de 1958-1959, pour la première fois dans l'histoire de l'Union soviétique, accordait aux parents la liberté de choix de la langue d'instruction de leurs enfants. En pratique, cependant, le principe d'une éducation dans la langue maternelle était de moins en moins observé dans les années 1950, et un nombre grandissant de parents non-russes parvenait à inscrire leurs enfants dans des écoles russes. En Ukraine, par exemple, la proportion d'élèves dans les écoles russes augmenta drastiquement : de 19 % à 26 % entre 1950 et 1955⁴⁴. Dans les Républiques autonomes, telle la Carélie, le russe devint la langue principale de toutes les écoles nationales – c'est-à-dire d'écoles fréquentées par des écoliers de nationalité autre que russe – dès 1954⁴⁵. La russification se fit donc dans les deux sens : des élèves de langue maternelle non-russe émigrèrent vers les écoles russes et le russe comme langue d'instruction première s'implanta dans des écoles fréquentées par des non-russes. La *Thèse 19* entérinait une tendance déjà bien amorcée.

Comme le montrent les études de Larissa Zakharova pour le cas de la Carélie et de Xavier Le Torrivellec pour ceux du Tatarstan et de la Bachkirie, ce passage au russe émanait des instances nationales et des parents qui y voyaient la clé de la mobilité sociale de leurs enfants. Les non-russes de RSFSR étaient confrontés au fait que leur langue n'était pas enseignée au niveau supérieur (en dehors de facultés littéraires). Même une politique idéale des nationalités n'aurait sans doute pas été en mesure de changer la situation,

pas pour autant que tous les élèves de nationalité ukrainienne se retrouvaient dans des écoles ukrainiennes. Le principe était celui de la langue maternelle, mais une certaine proportion d'Ukrainiens, surtout dans les régions industrielles comme le Donbass, affirmaient être de langue maternelle russe. À l'apogée de la korenizacija, au tournant des années 30, ces Ukrainiens russophones étaient inscrits dans les écoles ukrainiennes. Après 1933, et la purge massive de « nationalistes » concurremment avec la Grande Famine, les écoliers russophones réintégrèrent les écoles russes ; MARTIN T., *The Affirmative Action Empire*, p. 355. La proportion d'élèves dans les écoles russes d'Ukraine passa de 5 % à 14 % entre 1932 et 1937, mais sans affecter le principe d'une éducation dans la langue maternelle.

43. BILINSKY Y., « The Soviet Education Laws of 1958/59 and Soviet Nationality Policy », *Soviet Studies*, vol. 14, 1962. Dans le cas de la Carélie, la loi avait été adoptée avant 1958.

44. AREL D., « Language and the Politics of Ethnicity », p. 160.

45. Dès 1949, selon Zakharova, la responsable du Département des écoles du Comité central, L. S. Dubrovina, propose aux républiques et régions autonomes de réfléchir sur le refus de l'enseignement exclusif en langue nationale dans les écoles non russes.

particulièrement dans le cas de la Carélie, dans laquelle les Caréliens formaient à peine un cinquième de la population et vivaient en milieu rural. La préoccupation des autorités locales y était d'offrir aux Caréliens les mêmes opportunités de carrière qu'aux Russes. Puisque les nationaux apprenaient mal le russe comme langue seconde, et voyaient ainsi leur mobilité sociale bloquée, il fut décidé de leur enseigner le russe comme première langue. Paradoxalement, comme l'écrit Larisa Zakharova, cette politique de russification des écoles nationales devenait le nouvel instrument de l'ascension sociale, visée par les politiques d'indigénisation. Une représentation équitable de la nationalité titulaire dans les administrations et le parti requierait en effet que les nationaux puissent s'exprimer convenablement en russe.

La situation était différente au Tatarstan, seule République autonome de la Russie qui, depuis les débuts de l'URSS, avait manifesté l'ambition constante d'imposer le tatar comme langue des sphères publiques. Selon Xavier Le Torrivellec, au cours des années 1950, la direction de la République relança l'effort en faveur du tatar, notamment par la demande d'ouverture d'un cursus dans l'enseignement supérieur. Mais elle se heurta non seulement à Moscou, mais à sa propre incapacité à satisfaire des parents d'élèves soucieux d'assurer à leurs enfants la meilleure éducation. La russification des écoles nationales suivit donc le cours entamé en Carélie. Le Torrivellec note l'ambivalence des intellectuels tatars face à la langue nationale : les classes éduquées des villages tatars préféraient utiliser le russe entre elles pour se distinguer des masses paysannes et s'extraire de leur communauté traditionnelle afin de rejoindre le monde urbain moderne. Les intellectuels ukrainiens partageaient des incertitudes semblables quant aux perspectives sociales de leur langue nationale. Au milieu des années 1960, le ministre de l'Éducation de l'Ukraine soviétique, à l'exemple du Tatarstan une décennie plus tôt, proposa une ukrainisation des universités, initiative vite rejetée par Moscou⁴⁶. Dans un contexte où le russe était la seule langue de mobilité sociale, la proportion d'Ukrainiens dans les écoles ukrainiennes passa sous la barre de 50 % au milieu des années 1980 et approcha le zéro dans plusieurs centres urbains d'Ukraine de l'Est⁴⁷. L'abandon du principe de l'enseignement en langue maternelle avait eu l'effet de faire pratiquement disparaître les langues nationales du paysage urbain.

La publication de l'article 19 de 1958 provoqua un tollé dans les Républiques de l'Union, notamment en Azerbaïdjan et en Lettonie, première fronde de la part de dirigeants communistes depuis que la terreur stalinienne avait interdit tout débat public sur la politique des nationalités dans les années

46. *Dissent in Ukraine: The Ukrainian Herald, Issue 6*, Baltimore, Smoloskyp Publications, 1977, p. 24, 37-38.

47. SOLCHANYK R., «Catastrophic Language Situation in Major Ukrainian Cities», *Radio Liberty Research Bulletin*, RL 286/87, July 15, 1987.

1930⁴⁸. La controverse ne portait pas sur l'abandon du principe de l'enseignement en langue maternelle, sans doute en raison du fait qu'on l'avait laissé tomber en pratique dans plusieurs Républiques, mais sur une clause rendant facultative l'enseignement de la langue titulaire dans les écoles russes⁴⁹. En 1959, les comités centraux d'Azerbaïdjan et de Lettonie prennent la décision de rendre obligatoire d'apprendre et de savoir la langue de la nationalité titulaire pour tous les citoyens de leurs Républiques, mais ces mesures furent qualifiées d'erreurs nationalistes et retirées. Les dirigeants des deux Républiques rebelles furent finalement démis de leurs fonctions⁵⁰. La réforme de 1958 toucha un des points les plus sensibles de toute politique linguistique : le refus par les locuteurs d'une langue socialement dominante de parler la langue de la majorité nationale du territoire où ils résident. Ce refus crée une situation d'asymétrie linguistique où, en URSS, un locuteur de langue maternelle non-russe devait communiquer en russe avec un russophone même à l'intérieur de « sa » République. Au moment de la perestroïka, lorsque les débats linguistiques reprirent avec vigueur dans les Républiques, il devint clair que les dirigeants soviétiques, contrairement au Lénine dont ils se réclamaient, ne comprenaient pas la psychologie sous-jacente aux revendications linguistiques. Les russophones voyaient le russe comme langue de communication « inter-ethnique » pour tout le territoire de l'URSS. Les non-russophones rétorquaient que le russe n'avait cette fonction *qu'à l'extérieur* de leurs frontières nationales. À l'intérieur des Républiques, tout le monde devait donc privilégier la langue nationale⁵¹.

Les réformes des années 1950 sur les langues d'enseignement constituèrent un point névralgique de la politique linguistique soviétique. Si la décision, dans les années 1930, d'imposer le russe dans la gestion hypercentralisée des entreprises républicaines avait scellé le sort de l'usage de la langue nationale dans les sphères publiques urbaines, la décision, dans les années 1950, de permettre aux non-russophones d'étudier en russe, et aux

48. Des émeutes éclatèrent à différents endroits de l'URSS dans les années qui suivirent la mort de Staline en 1953, mais les réformes de 1958 marquèrent la première opposition, à l'intérieur du parti communiste, de directives centrales depuis le début des années 1930. Sur les émeutes : KOZLOV V. A., *Mass Uprisings in the USSR: Protest and Rebellion in the Post-Stalin Years*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 2002.

49. SMITH J., « The Battle for Language: Opposition to Khrushchev's Education Reform in the Soviet Republics, 1958-59 », présenté au congrès national AAASS, Washington, DC, 2006. Voir aussi, du même auteur, « Republican Authority and Khrushchev's Education Reform in Latvia and Estonia 1958-1959 », dans O. MERTELSMANN, *The Sovietization of the Baltic States (1940-1956)*, Tartu, Kleio, 2003.

50. ZUBKOVA E. JU., « Vlast' i razvitie etnokonfliktnoj situacii v SSSR 1953-1985 gody », *Otečestvennaja istorija*, 2004, n° 4, juillet-août, p. 8.

51. Sur les débats sur le statut de l'ukrainien et du russe dans les dernières années de l'URSS : AREL D., « Language Politics in Independent Ukraine: Towards One or Two State Languages? », *Nationality Papers*, vol. 23, 1995, p. 597-622.

russophones vivant dans les Républiques de ne pas apprendre la langue nationale, priva ces dernières d'une grande partie de leur utilité sociale et créa une inquiétude quant à leur possible disparition⁵². Lorsque la glasnost de Gorbatchev permit aux revendications nationales de se faire entendre, à la fin des années 1980, l'invocation de la peur de disparaître devint omniprésente. La situation sur le terrain était cependant plus complexe. L'abandon du principe de la langue maternelle avait en fait eu très peu d'effet dans les cinq Républiques où l'enseignement dans le vernaculaire remontait au XIX^e siècle (Arménie, Géorgie, Estonie, Lettonie, Lituanie) : l'énorme majorité des écoliers avait continué d'être éduquée dans leur langue nationale. Mais l'unilinguisme des russophones constituait un sujet d'irritation constante. Dans les Républiques de la RSFSR, par contre, la bonne maîtrise du russe comme moyen incontournable de réussite sociale demeurait l'enjeu politique principal. Les réformes de 1958-1959 rendaient apparent le clivage entre Républiques de l'Union et Républiques autonomes : les premières désiraient que les russophones apprennent la langue nationale, les deuxièmes, en grande majorité, s'intéressaient d'abord à ce que les autochtones apprennent bien le russe.

LANGUES ET PROJETS D'ÉTAT NATIONAL DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

Lorsque Gorbatchev arriva au pouvoir, il avoua avoir considéré la question nationale comme « définitivement résolue » (*okončatel'no rešënyj*). Pourtant lorsque le premier secrétaire et ses alliés réformistes, vers la fin des années 1980, encouragèrent la critique publique dans le but de rendre la bureaucratie du parti et du gouvernement plus responsable, ils furent vite dépassés par l'ampleur des revendications nationales dans les Républiques. Une revendication majeure concernait la politique linguistique. Dans les Républiques occidentales (Estonie, Lettonie, Moldavie, Ukraine), en particulier, des mouvements se mobilisèrent pour réclamer que la langue titulaire devienne la seule langue d'État (*gosudarstvennyj jazyk*) à l'intérieur de leur République⁵³. Bien qu'en Union soviétique aucune langue n'ait formellement

52. La question de la vulnérabilité linguistique résonna particulièrement en Ukraine, avec la publication en Occident de *Internationalism or Russification? A Study in the Soviet Nationalities Problem* (Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968) du dissident Ivan Dziouba, et le périodique *Le Courrier ukrainien* (*Ukrains'kyi visnyk* – cité en version anglaise, *The Ukrainian Herald*, plus haut), distribué en samizdat.

53. JÄRVE P., « Language Battles in the Baltic States, 1989-2002 », dans F. GRIN et F. DAFTARY, eds., *Nation-building, Ethnicity and Language Politics in Transition Countries*, Flensburg, European Center for Minority Issues, p. 73-106, 2003 ; KING C.,

obtenu un tel statut, à l'exception notable des trois Républiques de Transcaucasie, la prédominance du russe dans les administrations et l'abandon du principe de l'enseignement en langue maternelle avaient en pratique fait du russe la langue étatique. Finalement, des lois linguistiques furent adoptées dans toutes les Républiques, sauf la Géorgie, et dans un grand nombre de territoires autonomes, conférant à la langue nationale un statut supérieur au russe⁵⁴.

D'une certaine façon, l'intention de cette démarche symbolique était d'invalider les réformes des années 1950. Désormais, la langue de la nation titulaire devait être apprise, sans exception, dans toutes les écoles et le principe de l'enseignement en langue maternelle être restauré⁵⁵. En outre, la langue de l'administration et des communications officielles en interne ne devait plus être le russe.

L'application des politiques linguistiques post-soviétiques a produit une littérature abondante⁵⁶. Dans les Républiques baltes, la connaissance de la langue titulaire devint nécessaire pour obtenir ou conserver un emploi dans la fonction publique, un principe qui avait précisément été rejeté lors de la *korenizacija* à la fin des années 1920⁵⁷. Un phénomène semblable conduisit en 1990 à une purge de fonctionnaires russophones en Moldavie, radicalisant le conflit avec la Transnistrie⁵⁸. En outre, l'obtention de la citoyenneté en Estonie et en Lettonie fut assujettie à la connaissance de la langue d'État⁵⁹.

«Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism», *Slavic Review*, vol. 53, 1994, p. 345-68; AREL D., «Language Politics in Independent Ukraine».

54. PIGOLKIN A. S. et M. STUDENIKINA, «Republican Language Laws in the USSR : A Comparative Analysis», *Journal of Soviet Nationalities*, vol. 2, 1991, p. 38-76. Voir aussi le numéro spécial de *Nationalities Papers*, vol. 23, 1995, consacré à cinq lois linguistiques.

55. Ce dernier principe concernait surtout l'Ukraine, puisque, même après les réformes, la très grande majorité des écoliers de la nationalité titulaire avait continué d'être éduqué dans leur langue maternelle en Estonie, Lettonie, Lituanie, Géorgie et Arménie. Cela était également vrai des Ukrainiens résidant dans les territoires occidentaux annexés durant la guerre. En Biélorussie, le nombre d'écoles nationales resta faible.

56. PAVLENKO A., ed., *Multilingualism in Post-Soviet Countries*, Bristol, Multilingual Matters, 2008; LANDAU J. M. et KELLNER-HEINKELE B., *Politics of Language in the ex-Soviet Muslim States*, London : Hurst, 2001 ; F. GRIN et F. DAFTARY, eds., *Nation-building, Ethnicity and Language Politics* ; D. LAITIN, *Identity in Formation*.

57. Les républiques baltes étaient, cependant, des États indépendants à l'époque de la première *korenizacija* des années 1920.

58. SOLONARI V. et BRUTER V., «Russians in Moldova», dans V. SHLAPENTOKH, M. SENDICH, et E. PAIN, eds., *The New Russian Diaspora : Russian Minorities in the Former Soviet Republics*, Armonk, NY : M.E. Sharpe, 1994, p. 72-90. La Transnistrie, région industrielle adjacente à l'Ukraine, s'est séparée de facto de la Moldavie en 1992.

59. LINZ J. et STEPAN A., «When Democracy and the Nation-State Are Conflicting Logics : Estonia and Latvia», dans *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 401-433. La citoyenneté estonienne

Depuis l'indépendance ukrainienne, on assiste à un retour des enjeux des années 1920. Les cohortes scolaires de langue maternelle ukrainienne ont réintégré les écoles ukrainiennes, l'ukrainien est enseigné dans les écoles russes. Il est devenu la langue écrite de l'administration (*dilovodstvo*) – à l'exception des poches de résistance traditionnelle du Donbass, ainsi que de la Crimée – et, de plus en plus, la langue du discours politique public à Kiev⁶⁰. En outre, l'ukrainien est aussi devenu la langue prédominante des grandes institutions nationales de cycle supérieur, ce qui avait été refusé à l'Ukraine dans les années 1930 et 1960. À ce titre, l'ukrainien a fait des avancées considérables comme langue de mobilité sociale. Dans la vie de tous les jours cependant, dans son usage oral, et non seulement dans les rapports informels mais dans les institutions étatiques et les nouvelles entreprises commerciales, le russe reste prédominant à l'extérieur des provinces occidentales annexées durant la seconde guerre mondiale.

C'est ce rapport encore très soviétique, sinon impérial, des Ukrainiens face au russe qui intéresse Volodymyr Kulyk dans son chapitre sur la constitution d'une nouvelle orthographe – plus ukrainienne –, débat qui agite l'opinion publique ukrainienne en 2001. La grande question politique, depuis les révoltes polonaises du XIX^e siècle, en passant par la *korenizacija* du jeune régime soviétique ou encore la répression de l'intelligentsia ukrainienne au début des années 1970, a trait à la distance entre les cultures ukrainienne et russe et l'orientation de la culture ukrainienne face au russe. Dans la vision impériale, puis soviétique et maintenant russe⁶¹, les Ukrainiens et les Russes ont une destinée commune, la culture ukrainienne converge vers sa consœur russe et toute tentative d'infléchir l'orientation ukrainienne dans la direction opposée (polonaise ou « européenne ») est perçue comme « nationaliste ». Les querelles sur l'orthographe de la langue ukrainienne découlent de cette préoccupation quant à l'orientation de l'identité ukrainienne⁶².

et lettone fut accordée aux descendants des citoyens de 1938, ce qui rendait inéligible la grande majorité des russophones. La connaissance de la langue fut instaurée comme critère de naturalisation.

60. Sur l'ukrainisation des écoles, JANMAAT J. G., *Nation-Building in Post-Soviet Ukraine. Educational Policy and the Response of the Russian-Speaking Population*, Utrecht : Netherlands Geographical Studies, 2000. La consultation, au fil des ans par Dominique Arel, des comptes-rendus sténographiques des débats du parlement ukrainien, transcrits dans la langue de l'intervenant (ukrainien ou russe), révèle que si la proportion de l'usage du russe variait entre le quart et le tiers du temps au début des années 90, elle est devenue inférieure à 10 % dans les années 2000.

61. Au sens de la vision propagée par les dirigeants actuels de la Fédération de Russie.

62. PLOKHY S., *The Origins of the Slavic Nations: Premodern Identities in Russia, Ukraine and Belarus*, Cambridge, GB, Cambridge University Press, 2006 ; WILSON A., *The Ukrainians: Unexpected Nation*, Cambridge, GB, Cambridge University Press, 2000 ; T. MARTIN, *The Affirmative Action Empire*.

Après la Révolution, le projet national ukrainien était confronté à deux tendances rivales de standardisation de la langue, l'une émanant de la Galicie autrichienne, et l'autre de l'Ukraine impériale (autour de la région du Dnipro). Un colloque tenu à Kharkiv en 1927, auquel était conviée l'élite culturelle ukrainienne de la Galicie alors sous la férule de la Pologne, arriva à deux compromis, mis en œuvre en 1928⁶³. Le premier était que les règles grammaticales allaient être celles de l'Ukraine centrale (de la région du fleuve Dnipro), rapprochant ainsi géographiquement l'ukrainien du russe. Le second, par contre, était que les emprunts étrangers, les termes de la modernité, ne suivraient plus le modèle russe. Cela laissait envisager qu'avec le développement de la science la langue ukrainienne allait s'éloigner de la langue russe. Ce compromis disparut en 1933. Désormais, les nouveaux mots de la modernité allaient être calqués sur le russe.

Sous l'impulsion de Viktor Iouchtchenko, alors Premier ministre en 2000-2001, le gouvernement ukrainien tenta de revenir aux normes d'orthographe de 1928. Ce projet de réforme souleva un débat médiatique qui, comme l'explique Kulyk, tranchait avec l'approche conformiste, peu critique des médias ukrainiens vis-à-vis des décisions prises par le gouvernement. Le débat révéla l'ambivalence persistante de l'élite ukrainienne, et plus largement de la population, quant à l'autonomie de la culture ukrainienne face à la culture russe. Les règles de 1933, selon lesquelles un mot étranger devait nécessairement être construit à partir du russe, étaient présentées comme celles de la « normalité », alors que celles de 1928, associées à la Galicie et son fort mouvement nationaliste, étaient ressenties comme « étrangères ». La normalité, pour ses adeptes, n'était pas le fruit d'un projet politique, mais le résultat du cours de l'histoire. En tentant de se rapprocher des normes galiciennes, les partisans de la réforme se déclaraient en faveur d'une redéfinition de la nation ukrainienne sur des fondements ethno-culturels et d'une orientation vers l'Ouest. Ses opposants, au contraire, faisaient de la communauté issue de l'URSS, et en partie encore russophone, le socle de la nouvelle nation ukrainienne. Kulyk attribue cette crainte du changement à une certaine persistance de l'association de l'ukrainien avec le village et, partant, avec la pré-modernité. Mais les perceptions restent mouvantes, comme en témoigne l'émergence de l'ukrainien comme langue de la révolution Orange quelques années plus tard.

Dans la Russie fédérée, le pouvoir soviétique avait aboli, en 1937, les écoles nationales à l'extérieur des Républiques autonomes⁶⁴. Toutes les écoles ukrainiennes, ainsi que celles de nationalités devenues « ennemies » (notam-

63. HORNJATKEVYC A., «The 1928 Ukrainian Orthography», dans J. A. FISHMAN, ed., *The Earliest Stage of Language Planning*, Berlin, Mouton de Gruyter, p. 293-305.

64. À l'exception, selon Le Torrivellec, d'écoles tatares dans certaines républiques de la Volga.

ment polonaise et allemande) avaient disparu⁶⁵. Moscou avait ainsi perdu sa douzaine d'écoles nationales. En s'intéressant à la ré-institutionnalisation d'écoles nationales à Moscou depuis Gorbatchev, Françoise Daucé décrit l'influence des revendications ethno-culturelles des années 1990. Elle montre comment elles s'articulèrent au niveau fédéral et municipal et comment elles débouchèrent sous la présidence de Boris Eltsine, dans un contexte international de reconnaissance des droits des minorités, sur l'affirmation d'un discours « multiculturel », notamment au sein du ministère aux Nationalités.

Cependant, en étudiant les évolutions actuelles, Françoise Daucé révèle une série d'inversions dans les discours comme dans les pratiques. Les écoles nationales sont d'une part soumises aux impératifs du discours patriotique russe propres aux années de la présidence de Poutine, mais servent de plus en plus d'écoles d'intégration vers le russe pour des populations immigrées arrivées depuis peu dans la capitale. Là encore, on reconnaît un phénomène d'inversion que nous avons rencontré à plusieurs occasions, l'usage de la langue minoritaire perdant son projet culturel : son utilisation à l'école devenant plus révélatrice d'une faible intégration sociale que d'une revendication identitaire. Suivant le modèle instauré en RSFSR dans les années 1950, le russe est la langue d'instruction principale de ces écoles nationales, alors que la culture nationale, présentée dans une approche folklorique, ne dispose plus que de quelques heures par semaine.

Enfin, le chapitre de Silvia Serrano se concentre sur le cas particulier de la Géorgie, seule République de l'Union à ne pas avoir adopté de loi sur les langues avant (ou depuis) l'indépendance, alors qu'elle a connu, dans les années de la « stagnation » brejnévienne, une grande manifestation de masse en 1978 portant sur la question linguistique⁶⁶. Contrairement à l'Ukraine où le russe était devenu la langue hégémonique, sauf dans les institutions culturelles, le géorgien s'était développé comme une langue de pouvoir à l'époque soviétique, en parallèle avec le russe. Ce bilinguisme, souligne Silvia Serrano, relevait de pratiques informelles, non strictement codifiées, mais était aussi inscrit dans la Constitution. Ainsi, la documentation interne tendait à se faire en russe, alors que celle adressée aux citoyens penchait vers le géorgien. Le géorgien était officiellement reconnu comme « langue d'État » et la tentative avortée en 1978 de lui retirer ce statut dans la nouvelle Constitution provoqua une véritable révolte⁶⁷. Après l'indépen-

65. Sur les nationalités réprimées : T. MARTIN, *The Affirmative Action Empire*, chap. 8 : « Ethnic Cleansing and Enemy Nations ».

66. SUNY R. G., *The Making of the Georgian Nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1988, p. 309, 397. GORDADZE T., *La formation socio historique de la nation géorgienne*, thèse de l'Institut d'Études Politiques, Paris, 2006 ; SERRANO S., *La Géorgie, sortie d'empire*, CNRS Éditions, Paris, 2007.

67. Le projet de nouvelle constitution géorgienne n'indiquait pas le statut de langue d'État pour la langue géorgienne, il stipulait : « la république géorgienne garantit l'usage

dance, ce fut le russe qui se retrouva menacé de disparition. Le président Chevarnadze avait semble-t-il émis un décret pour que le russe continue d'être utilisé informellement dans les administrations, mais, dans un épisode savoureux, Silvia Serrano rapporte que personne n'a été en mesure de retrouver ce décret. Cette expérience est un peu à l'image de la Géorgie où le règne de l'informel semble prévaloir dans les rapports linguistiques.

La démographie des groupes linguistiques a cependant été complètement transformée dans les années 1990, alors que plus des trois-quarts de la population russophone a quitté le pays. La particularité de la Géorgie à l'époque soviétique, était que la majorité des russophones n'était pas russe. Les minorités arméniennes, abkhazes et grecques, en particulier, préféraient recourir au russe. Le conflit avec l'Abkhazie a en fait commencé sur une question linguistique : le statut du secteur géorgianophone de l'Université de Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie⁶⁸. Très peu d'Abkhazes parlaient le géorgien, une situation qui irritait les Géorgiens, et tout effort de géorgianisation des institutions des minorités non-russes s'apparentait à une tentative de dé-russification. Au début des années 1990, à la suite de guerres, l'Abkhazie, ainsi que l'Ossétie du sud, se sont de facto détachées de la Géorgie. De même, la plupart des Russes, des Grecs et des Arméniens émigrèrent, d'autant que le contexte était celui d'une crise économique et d'une mobilité sociale restreinte. La Géorgie ne dispose plus d'un seul journal ni d'une station de télévision russophone et, depuis l'élection du président Saakachvili, des tests de connaissance du géorgien sont imposés pour l'obtention, ou la conservation, d'emplois dans la bureaucratie de l'État, ainsi que pour l'accès à l'enseignement supérieur⁶⁹. À l'instar des Républiques baltes, la langue nationale en Géorgie semble avoir acquis une position hégémonique dans les sphères publiques.

libre du géorgien et aussi du russe, de l'abkhaze, de l'ossète et des autres langues de la majorité de la population d'un lieu donné». Cette proposition provoqua une série de manifestation, rassemblant plus de 10 000 personnes. A. V. Shubin, *Ot «zastoj» k reformam. SSSR v 1917-1985 gg.*, Moscou, Rosspen, 2001, p. 139

68. ПОПКОВ В., «Soviet Abkhazia 1989: A Personal Account», dans G. HEWITT, ed., *The Abkhazians: A Handbook*, New York: St. Martin's Press, 1998. Des étudiants et enseignants géorgiens manifestèrent afin que le secteur de langue géorgienne soit transféré sous la tutelle de l'Université d'État de Tbilissi, provoquant une contre-manifestation abkhaze qui tourna à la violence.

69. En 2009, la Géorgie n'avait toujours pas ratifié la Charte européenne des langues régionale ou minoritaires: WHEATLEY, J., *Georgia and the European Charter for Regional or Minority Languages*, Flenburg, Allemagne, European Centre for Minority Issues, 2009. Disponible sur http://www.ecmi.de/download/working_paper_42_en.pdf.

CONCLUSION

Confrontant des approches scientifiques variées (histoire, linguistique, science politique, sociologie), faisant jouer différentes échelles géographiques, soucieux des contextes et du jeu des différents acteurs, cet ouvrage se propose d'éclairer la manière dont les politiques se saisissent des phénomènes linguistiques et tentent d'agir dans trois champs d'application : l'administration publique, les écoles, les règles inhérentes à l'expression d'une langue. Pourtant ces efforts se heurtent à d'autres forces, celles des intellectuels chargés notamment des questions de normalisation, voire de création de langues écrites, celles des élites politiques régionales, celles des populations, notamment de groupes de parents d'élèves ou de mouvements d'opinion. Les rapports de pouvoir entre un centre et sa périphérie sont rarement prévisibles et les intentions et actions de groupes en situation de pouvoir, rarement homogènes.

En s'arrêtant sur des objets précis, tel l'usage de la langue dans les églises, la politisation des querelles de l'orthographe, les débats scientifiques sur la constitution des langues, le développement d'un enseignement primaire dans les langues vernaculaires, ou la question de la langue de communication intra – et inter-étatique, cet ouvrage espère montrer le caractère fructueux pour l'historien de ces études, révélatrices de formes d'imagination de la communauté politique, alternatives à celles des états unitaires. Les chapitres proposent d'éclairer à la fois les dynamiques proprement impériales d'un État devant gouverner une population multilingue et organiser sa communication intérieure, et les revendications propres aux groupes minoritaires nationaux. Ils montrent ainsi certaines limites de l'expérience impériale et soviétique, en pointant du doigt les incohérences politiques et pratiques, le manque d'intentionnalité politique claire sur la longue durée, et la force des projets alternatifs portés par les groupes nationaux, voire par des individus isolés.

Dans cette histoire, le fait de parler et d'écrire telle ou telle langue fut selon les cas et les époques, soit considéré comme un marqueur identitaire national clair, comme pour les Ukrainiens cherchant à se démarquer du russe à des fins d'affirmation nationale, soit comme un marqueur social, comme pour les Caréliens cherchant pour des raisons de promotion sociale à mieux accéder au russe. Cette dimension qui fait que ne pas parler russe demeura discriminant sur l'ensemble de la période permet d'éclairer les enjeux des politiques des années 1920 et de la période la plus contemporaine en Russie. Enfin, le choix des exemples régionaux a permis de suivre sur la longue durée les deux régions dans lesquelles le projet national eut une force certaine et fut porté sur l'ensemble de la période par les élites intellectuelles et politiques.

L'exemple du Tatarstan au sein de la fédération de Russie est particulièrement révélateur d'une volonté conservée intacte de revendiquer une place pour la langue vernaculaire, à côté du russe. Le cas de l'Ukraine est tout aussi

parlant, notamment du fait du long travail d'élaboration linguistique dont la langue fit l'objet, et ce malgré les fortes résistances que le pouvoir russe, soviétique et dans une certaine mesure post-soviétique, opposèrent au développement de l'ukrainien. On peut par ailleurs noter la persistance d'une relation ambivalente chez les ukrainophones à la langue et à la culture russes. Comme nous l'avons vu, la localisation des locuteurs de l'ukrainien de part et d'autre de la frontière et la distinction qui s'ensuivit entre une normalisation de la langue propre à la région du Dnipro, liée à l'Empire russe, et une norme plus galicienne, continue aujourd'hui à influencer les débats sur l'ukrainien.

À l'opposé, l'exemple des Caréliens et des Juifs de Boukhara témoigne de la vulnérabilité de certaines langues et des communautés qu'elles sont censées définir, déterminées dans un contexte de fragilité culturelle, politique et démographique à se fondre dans une communauté russe plus globale. Si certains chapitres réunis ici s'interrogent sur la manière dont le cadre socio-politique influence les phénomènes linguistiques, ils révèlent aussi la part d'autonomie des usages des langues et les difficultés pour les instances politiques de s'en saisir et de les orienter. Les évolutions linguistiques et les phénomènes identitaires qui leurs sont plus ou moins liés évoluent en grande partie hors de l'intervention publique qui bien souvent ne fait qu'entériner, rendre plus visibles, ou polariser des dynamiques déjà à l'œuvre. Le jeu des savants est tout aussi essentiel.

Les relectures proposées dans cet ouvrage de certains épisodes sont révélatrices des questionnements non seulement scientifiques, mais politiques, sur l'expérience historique vécue par les non-russophones, ou les « binationaux », de l'espace post-soviétique. Les questions sur la marge de coercition, de compromis, de résistance et de participation, les interrogations sur l'identité impériale ou soviétique, comme structure impartiale, relativement aveugle aux enjeux nationaux, ou au contraire comme porteuse d'un projet national, impérialiste russe, sont des enjeux qui continuent de concerner les historiens des différents pays nationaux issus de l'éclatement de l'URSS. Ces débats restent en partie orientés et tendus, ils révèlent la profondeur et la complexité des relations des non-russes à la langue russe et aux pouvoirs qu'elle a représentés. Le colloque qui donna lieu à la publication de cet ouvrage, par sa tonalité relativement pacifiée, témoigne que seule la mise en commun des travaux des représentants des différents pays issus de l'URSS (comme des régions nationales se trouvant au sein de la Fédération russe) et l'acceptation mutuelle de récits différenciés sur l'expérience des non-russes sous l'Empire et en URSS, permettront de rendre justice aux multiples dimensions de cette histoire⁷⁰. Les enjeux linguistiques constituent une clé

70. Le colloque « Le gouvernement des langues : Russes et Soviétiques face au multilinguisme », organisé par le Centre d'études des monde russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et le Centre

d'entrée particulièrement bienvenue à la restitution des ambiguïtés propres aux relations des non-russes au pouvoir impérial et soviétique ainsi qu'à la culture russe.

Dominique AREL
Université d'Ottawa, darel@uottawa.ca

Juliette CADIOT
École des hautes études en sciences sociales,
juliette.cadiot@ehess.fr

franco-russe de recherche en sciences humaines et sociales, s'est tenu en mars 2008 à Moscou.